

Mémoire de D.E.A. Relations Internationales

Université de Marne La Vallée

I.F.R.I.

Sujet : « La géopolitique du Cachemire du points de vue pakistanais et ses éléments fondamentaux »

Raheem ZAFAR

Directeur de mémoire : Monsieur Henri STERN

Année Universitaire : 1999-2000

Raheem Zafar

« La question du Cachemire, qui se posait apparemment en termes simples au moment de la partition, a considérablement gagné en complexité depuis cinquante ans. »

M. Hubert Vedrine*

En effet, le Cachemire est, selon certains, le conflit territoriale le plus complexe du monde, du fait, de sa situation géographique, et de son héritage historique...

Cachemire est un territoire de la partie Nord du sous-continent indien, bordé au Nord par l'Afghanistan et à l'est par la Chine, au sud par les États d'Himachal Pradesh et du Panjab indien et, à l'Ouest, par les provinces de la Frontière du Nord-Ouest et du Panjab pakistanais.

L'Inde et le Pakistan revendiquent tous les deux la totalité du Cachemire qui fut partagé entre ces deux États en 1947. L'Inde contrôle la plus grande partie du Cachemire, sous le nom d'État de Jammu-et-Cachemire et le Pakistan administre la partie restante (la partie Nord-Ouest), appelée Azad- Cachemire (Cachemire libre). La capitale de l'État du Jammu-et-Cachemire est Shrinagar. Le centre administratif de l'Azad-Cachemire est Muzaffarabad. La superficie de l'État de Jammu-et-Cachemire est d'environ 220 000 km²; sa population (estimation de 1991) est de 7 718 700 habitants. La superficie de l'État d'Azad Cachemire est de 84 160 km²; sa population (estimation de 1985) : 2 800 000 habitants.

* Citation extrait de l'entretien de M. Hubert Vedrine , ministre des Affaires étrangères, avec l'agence de presse *India Abroad News Service* le 12 février 2000

Le Cachemire est en grande partie montagneuse et comprend trois parties : au sud, la région de Jammu (capitale d'hiver), dans le Moyen Himalaya, de population hindoue; au nord, dans le Grand Himalaya, les hautes montagnes de la chaîne de Karakorum, où est situé le K2, deuxième sommet du monde, et une partie du Ladakh, région de langue tibétaine; au centre, la vallée du Cachemire, haute plaine arrosée par la Jhelum, foyer historique de la civilisation du Cachemire, à majorité musulmane. L'Indus traverse la région. Le Cachemire est riche en gibier, dont la chèvre markhor et l'ibex (chèvre sauvage), le cerf et l'ours. La plus grande partie de la population vit de l'agriculture (riz, maïs, blé et oléagineux). L'élevage, nomade dans les montagnes, englobe les buffles, les vaches, les moutons, les chèvres et la volaille. La vallée est renommée pour ses industries de laine et soie, son artisanat de luxe et ses lieux de villégiature.

Mais, le conflit du Cachemire est trop complexe pour que tout soit dit à travers son facteur géographique. L'héritage historique est essentiel pour la compréhension des revendications du peuple cachemirien.

Sous le règne des empereurs Moghol au 15^{ème} siècle, le Cachemire était un district de la province de Kaboul (Afghanistan). En 1820 les Sikhs, finirent par conquérir le Punjab, incluant l'état du Jammu-Cachemire annexé en 1815. La situation ne changea pas durant 27 ans jusqu'à ce que les Anglais, après une victoire sur les Sikhs, prirent le Cachemire et ses dépendances par le traité de Lahore.

Le Cachemire fut ensuite vendu à l'Inde qui l'acheta pour 750 000 livres. Le pays était alors théoriquement indépendant. Mais 30 ans après, les Anglais réussirent à conquérir toute l'Inde et décidèrent de sécuriser leurs frontières, spécialement celle avec l'Afghanistan. Les années de 1947 à 1949 furent des années décisives. Le Marajha du Cachemire fut pris dans un dilemme : intégrer le Cachemire au Pakistan aurait provoqué le mécontentement des hindous, et choisir l'Inde aurait provoqué la révolte des musulmans. Il pensa alors que l'indépendance était le meilleur statut pour ce territoire. Vu la gravité du problème, le Marajha du Cachemire n'eut pas d'autre alternative que celle de faire appel à l'armée indienne qui, elle, accepta d'aider le Cachemire à condition que le Marajha montre ses intentions d'adhérer à l'union indienne dès que la paix serait restaurée. Depuis, l'armée indienne se trouve au Cachemire.

Cette province réclame son indépendance depuis plus de quarante ans. Le Cachemire a déjà eu son indépendance de 1936 à 1947. Pour les habitants du Cachemire ce n'est donc pas comme si n'importe quel état de l'Inde réclamait son indépendance. Pour eux, les hommes politiques indiens doivent envisager le cas du Cachemire différemment des autres.

Le Pakistan appuie le Cachemire dans sa lutte pour l'indépendance, il a promis au peuple du Cachemire de lui donner la moitié pakistanaise. L'armée indienne se trouve au Cachemire depuis plus de cinquante ans. Elle est actuellement très présente car de nombreuses explosions et fusillades ont déjà eu lieu. Les militaires se trouvent dans les grandes villes car il s'avère dangereux pour eux d'aller dans les montagnes. Dans tout le centre ville de la capitale il y a un soldat tous les dix mètres, et sur la route reliant Jammu à Srinagar, les trois quarts des véhicules sont des véhicules de l'armée.

L'Inde perdrait beaucoup en abandonnant cette région: D'une part son unité nationale et d'autre part son territoire s'en trouverait diminué, ce qui entraînerait une baisse de son influence dans le monde. De plus, le Cachemire est un réel trésor économique pour l'Inde, car c'est une région "riche" autant par son agriculture que par son tourisme.

Pour comprendre la complexité du conflit, il faut tout d'abord comprendre que la population du Cachemire est différente d'une province à l'autre. Il y a tout d'abord la province de Jammu où les deux tiers de la population est hindoue, la région appelée Punch, située au sud-ouest du Cachemire et qui a une majorité musulmane opposée au gouvernement indien. La "vallée du Cachemire", la plus peuplée (6 millions d'habitants), qui a maintenant une majorité musulmane et qui était appelée « happy valley » est au centre du conflit. Il y a ensuite le Panjal Range, région montagneuse peuplée de fermiers et d'éleveurs musulmans, et pour finir, les régions du Ladakh du Balistan et du Gilgit, isolée du reste du pays et peuplée par des éleveurs tibétains qui sont bouddhistes.

Les Cachemiris accusent l'Inde de détruire leur pays par un déboisement excessif et de ne pas tenir compte de la beauté de leur région. Certains Cachemiris peut-être un peu utopistes, pensent que si le Cachemire arrive à obtenir son indépendance, le Pakistan aura alors intérêt à tenir sa promesse, qui est de donner la partie du Cachemire pakistanaise au Cachemire indépendant pour qu'il devienne un pays à part entière car cela nuirait ainsi aux intérêts de son voisin indien.

Dans les rues de Srinagar (capitale du Cachemire) les soldats indiens braquent en permanence les passants avec leurs fusils chargés. Les habitants souffrent cruellement de cette occupation armée, les hommes autant que les femmes sont fouillées à l'entrée de chaque lieu public et cela dans leur propre pays. Les Cachemiris se sentent donc en insécurité permanente. Ils redoutent autant l'armée indienne que les militants enragés et incontrôlables. Par exemple, dans les bus, il est obligatoire de fermer toutes les fenêtres quand on passe devant un groupe de soldats indiens car des militants jettent des bombes par la fenêtre, et par solidarité ou par peur des représailles les occupants du bus se taisent quant l'armée leur demande de dénoncer le coupable.

Les atrocités commises par l'armée indienne au Cachemire peuvent être comparées à celles commises par les Américains au Vietnam. Il y a 600 000 soldats au Cachemire (1 soldat pour douze habitants) et depuis 1990 les victimes de l'armée se montent à plus de 20000, Le gouvernement Indien ferme les yeux et permet aux soldats de faire ce qu'ils veulent sans aucune poursuite ou condamnation. Il n'est pas surprenant que l'Inde refuse le droit d'entrée au Cachemire aux associations internationales des droits de l'homme et à la presse internationale.

Géopolitiquement, le Cachemire se trouve à un endroit stratégique, aux confins de nombreuses puissances : puissance arabe, Ex-URSS, Chine et Inde.

Le Cachemire est une des provinces frontière entre le Pakistan et l'Inde. Ces deux pays ont depuis longtemps déjà des problèmes au niveau de leurs frontières communes. Ces lignes de partage avec l'armée indienne d'un coté et l'armée pakistanaise de l'autre sont sans cesse troublées par des tensions nationalistes. Le Pakistan réclame toujours cette région puisque la majorité de ses habitants est musulmane.

Les pays de l'Ouest n'ont jamais admis ce point de vue. L'URSS finit aussi par prendre position pour l'auto-détermination du peuple Cachemiri. On sait qu'il y a un très fort risque en cas d'indépendance du Cachemire pour que ce pays soit dirigé par un gouvernement nationaliste.

La situation politique en Asie a beaucoup changée depuis 1959 après l'intervention chinoise au Tibet qui a rouvert la controverse à propos des frontières sino-indiennes, encore plus lorsque le Dalai Lama trouva refuge en Inde. Cela entraîna un rapprochement Sino-Pakistanaï et parallèlement les USA montrèrent un intérêt nouveau pour l'Inde.

Le contexte international apparu après la guerre de 65 montra les positions de chaque puissance internationale sur la question du Cachemire et derrière, de l'Asie toute entière. L'Inde a toujours joué la carte juridique (disant que tout était fait dans les règles et que le Pakistan se comportait en agresseur). Le Pakistan quant à lui pense qu'une société à majorité religieuse musulmane en Inde doit s'intégrer au Pakistan. L'URSS ne veut pas que l'Inde choisissent les USA contre la Chine et pense que les médiateurs indiens agissent contre l'impérialisme américain. La Grande Bretagne est dans une situation délicate car les belligérants sont membres du Commonwealth (zone d'échange, souvent ancienne colonie anglaise sous l'égérie de la G.B), elle aimerait donc régler rapidement ce conflit.

Les USA ont tout d'abord considéré le Cachemire comme une région menacée par le communisme chinois et russes, c'est pourquoi la politique américaine fut plutôt de favoriser le Pakistan. Certains politiciens indiens affirment que la Grande Bretagne et les USA écoutent les plaintes du Pakistan avec l'idée d'installer des bases militaires au Cachemire. Et enfin, il faut aussi intégrer la Chine occupant le Tibet et qui n'a jamais accepté que l'Inde protège le Dalai Lama. Depuis 1971 l'Inde a été considérée comme le principal pouvoir dans l'Asie du sud. Son influence en particulier pour les états bordant l'océan indien est très importante.

Le gouvernement indien n'a jamais pu supporté la création du Pakistan qui montre que les deux religions hindoue et musulmane ne peuvent pas cohabiter en paix. C'est un conflit très complexe car si le Cachemire obtient son indépendance (pour raisons religieuses en quelque sorte), qu'en sera-t-il pour les sikhs, les jaïns, les bouddhistes ou les chrétiens ?

Après une très brève « vol » de la complexité du conflit du Cachemire, il nous appartient de se demander quel sera donc la solution de cette « guerre cachée ».

Pour cela, il faut, d'une part, analyser la géopolitique du Cachemire (I) à travers une approche plus pointue de l'histoire et de la géopolitique du Cachemire. Puis, d'autre part, il faut comprendre le point de vue pakistanais sur la géopolitique du cachemire(II). Afin d'essayé de trouver un « semblant » de réponse à cette discorde entre l'Inde et le Pakistan.

Raheem Zafar

Introduction

PARTIE I : « LA GEOPOLITIQUE DU CACHEMIRE... »

I – L’histoire du Cachemire

A – La cession du Cachemire à Gulab Singh, par les britanniques ou l’historique du conflit :

B – 50 ans de guerre au Cachemire

II – LA géopolitique du Cachemire

A – Trois représentations du Cachemire : Inde , Chine, et Pakistan

B – Identité musulmane, identité cachemirie

C – Un avenir en suspens

D – La géopolitique des territoires de Ladakh, Jammu-et-Cachemire, Azad-Cachemire, et l’Aksai Chin.

PARTIE II : . . . DU POINTS DE VUE PAKISTANAISE »

I – La politique étrangère et de sécurité du Pakistan a propos du Cachemire

A - La politique étrangère et de sécurité du Pakistan

B – Le Pakistan face à l’Inde : Une stratégie du faible au fort

II – L’antagonisme du Pakistan avec l’Inde, Le Cachemire

A- Les arguments de l’Inde et du Pakistan pour le maintien du conflit du Cachemire

B – Les événements récents du conflit cachemirien

C – Conflit cachemire ? ou la timide diplomatie pakistanaise et indienne

Conclusion

PARTIE I – « LA GEOPOLITIQUE DU CACHEMIRE ... »

I – L’HISTOIRE DU CACHEMIRE

A – La cession du Cachemire à Gulab Singh, par les britanniques ou l’historique du conflit :

1 – Introduction :

Le Cachemire a été dirigé par différentes entités, le long de son histoire. Après la chute du pouvoir Moghol, les Afghans y prennent le pouvoir, en 1752, avec à leur tête, Shah Abdali. En 1819, Ranjit Singh annexe le Cachemire au royaume sikh. En 1820, les chefs musulmans, sikhs et hindous sont dominés. Après la mort de Ranjit Singh (1) La situation se modifie au contact des Britanniques. Avant Ranjit Singh, Peshawar, Derajat et le Cachemire faisaient partie de l’empire afghano-persan. La déclaration de guerre de 1845, proclamée par le gouverneur général de l’Inde, se justifie par les arguments suivants: En 1809 un traité d’amitié et de concorde ayant été conclu entre le gouvernement britannique et le Maharaja Ranjit Singh, les deux États se devaient de le suivre. Depuis la mort du Maharaja Sher Singh, l’état désorganisé du gouvernement de Lahore avait justifié une protection des frontières britanniques. Ceci fut pleinement expliqué au Darbar de Lahore. Malgré cela, l’armée Sikh marcha, à partir de Lahore, vers les frontières britanniques, par ordre du Darbar afin d’envahir le territoire britannique.

L’agent du gouverneur général demande donc l’explication de ce mouvement. Après un temps, les troupes sikhs envahissent le territoire britannique. Le 13 Décembre 1845, au camp Lakshari Khan Ki Serai, les Britanniques déclarent alors la guerre au Darbar de Lahore, c’est-à-dire au gouvernement sikh du Panjab.

(1) Il mourut de paralysie le 27 juin 1838

Après plusieurs années de troubles au Panjab, Lal Singh devient Wazir(2), en Novembre 1845. Le 11 Décembre, les Sikhs traversent le Sutlej. Les Britanniques réagissent donc deux jours après. Le 18 Décembre a lieu la bataille de Mudki, le 21/22 Décembre, celle de Ferozeshah. A cela suivra, le 28 Janvier, la bataille d'Aliwal et le 10 Février, la bataille de Sobraon. Ce sont toutes des défaites sikhs, ce qui oblige le Darbar de Lahore d'accepter la fin de la guerre, en signant le traité de Lahore en mars 1846. Le 11 mars, des articles supplémentaires sont ajoutés. Le 16 mars, Gulab Singh signe un autre traité, celui d'Amritsar, qui sépare clairement le Panjab du Cachemire. Une révolte éclate, sous le commandement de Sheikh Imam-ud-din, dans la région dirigée par Gulab Singh. Il en résultera, après enquête, le bannissement de Lal Singh et le traité de Bhyrowal, ou deuxième traité de Lahore.

II. Gulab Singh

Son rôle durant les deux guerres Anglo-Sikhs fut primordial. Il s'agit d'un Dogra, et ses rapports avec les Sikhs ne vont pas sans difficultés. Il fait vite alliance avec les Anglais et ce geste est perçu pour la plupart comme une trahison. D'après Cust, qui commentera les événements de l'année 1845 c'est : *« un homme fortement corpulent, qui a dépassé la moitié de sa vie, sans aucune patience ou dignité. Aucune étincelle de noblesse Rajput ne le distingue de la populace commune »*.

Il est d'abord cavalier dans une troupe du Maharaja du Panjab. Ce dernier, Ranjit Singh, utilise ses services dans la principauté de Jammu. Ensuite, Gulab Singh étend son autorité sur le Ladakh. Après la mort de Ranjit Singh, en 1839, Gulab Singh est élu ministre de Khalsa(3). Après la bataille de Sobraon, en 1846, il utilise son influence en faveur de relations amicales avec les Anglais victorieux. C'est ainsi qu'il prend une part du pouvoir en négociant le traité de Lahore en 1846 qui amène la guerre à sa fin. Par un des termes de ce traité, le Cachemire, avec ses dépendances, est cédé aux anglais. Le Cachemire est vendu à Gulab Singh pour 1 000 000 Livres Sterling.

(2) Ce mot désigne la fonction du Premier ministre

(3) Il s'agit d'une théocratie militaire des Sikhs

Gulab Singh, qui a pris le titre de Maharaja, maintient ensuite de très bonnes relations avec le gouvernement britannique, jusqu'à sa mort en 1857. La dynastie fondée par lui régna au Cachemire jusqu'à l'intégration de la région à l'Inde en 1948.

III. Les traités de Mars 1846

Après leur victoire face au Darbar de Lahore, les Britanniques établissent plusieurs traités : celui de Lahore, pour le Panjab, puis celui d'Amritsar, avec Gulab Singh, pour le contrôle du Jammu et du Cachemire. Dès 1844, les Britanniques veulent diviser le Panjab pour affaiblir les Sikhs. Cela explique la séparation de Jammu avec l'état de Lahore, puis celle du Cachemire. En 1846, Hardinge(4) refuse d'annexer le Panjab à l'ensemble des territoires de la Compagnie des Indes. Les considérations qu'il met en avant sont militaires, financières et politiques(5). En 1845, le fils de Ranjit Singh, Dalip Singh, occupe le trône de Lahore. Il sera rapidement remplacé, du fait de son jeune âge. Les Britanniques ont plus d'avantages à soutenir le Khalsa sikh. En 1846, le Cachemire est sous influence britannique et les agents britanniques sont présents à Jullundur, Peshawar et d'autres points stratégiques situés sur la frontière afghane. La région fonctionne alors comme un protectorat.

1. Le traité de Lahore

Le 12 Février 1846, les Britanniques envoient un message à Gulab Singh, qui est alors Wazir Sikh : il est impératif qu'il soit présent aux négociations permettant la fin de la guerre. Gulab Singh arrive le jour d'après, accompagné de nombreux chefs. Gulab Singh est alors l'homme le plus influent et puissant du Panjab. Il voit dans la guerre anglo-sikh un suicide, ce qui ne l'empêche de l'encourager. Il espère obtenir une part du butin. Gulab Singh laisse les autres chefs non loin du camp britannique et vient seul sous la tente du Gouverneur Général.

(4) C'était le gouverneur général de l'Inde (1844-1848)

(5) En Angleterre, le refus d'annexion d'Hardinge est soutenu par Peel, Ripon, Hogg et Ellenborough, qui développent une politique anti-expansionniste

Les termes du traité de Lahore, signé le 9 Mars 1846, sont les suivants :

- Cession aux Britanniques du Jullundur Doab, entre les rivières Sutlej et Beas. Cela avance les frontières de l'Inde britannique d'une centaine de miles.
- « Payement » d'1,5 crores(6) de Roupies, comme indemnité des dépenses de guerre.
- La réduction de l'armée Sikh de 20 000 fantassins et 12 000 cavaliers.
- Le retour des 25 canons utilisés dans la partie nord à Sobraon et pris aux Anglais.
- Les Britanniques doivent avoir le contrôle complet des rives de la rivière Sutlej.

Mais le trésor du gouvernement de Lahore était vide et les indemnités ne pouvaient pas être payées. Le gouvernement de Lahore accepta de donner tous les territoires montagneux entre l'Indus et le Beas, ceci incluant l'Hazara et le Cachemire. Les Britanniques revendirent ce territoire à Gulab Singh, qui en fit une principauté indépendante, à partir du traité d'Amritsar. Le 4 Mars 1846, à Londres, Hardinge justifie cette transaction dans une lettre au « Secret Committee » par les termes suivants:

« Alors que la division de cette ligne frontière des possessions de Lahore affaiblit matériellement cet État et le prive, aux yeux des autres puissances asiatiques, du bénéfice de fierté de sa position, sa possession, par nous, nous permet au moins de donner notre orientation à la conduite à suivre par le Raja Gulab Singh dans les opérations futures, en voyant en nous un appui pour ses désirs ambitieux ; de montrer à l'extérieur, comme un exemple aux autres chefs d'Asie, le bénéfice découlant d'une adhésion aux intérêts britanniques ; de créer un pouvoir fort et amical dans une position de menace d'attaque, ce qui pourrait être nécessaire, au niveau des points les plus vulnérables des territoires de Lahore ; et dans le même temps, de nous assurer de l'indemnisation des dépenses de campagne [...] »(7).

Lahore est occupé par les Anglais depuis la bataille de Sobraon, du 10 Février.

(6) Crores désigne l'unité de million, donc 1.5 crores est égale à 15 millions de roupies

(7) Bruce George : Six battles for India. The Anglo-Sikh wars : 1845-6, 1848-9.

2. Le traité d'Amritsar

Le 16 Mars 1846, un traité séparé est signé par le Raja Gulab Singh, avec les Britanniques, par lequel il est reconnu comme monarque (« ruler ») de Jammu et Cachemire, subordonné aux Anglais. Dans ce traité, les frontières sont délimitées en prenant en compte l'État de Lahore. En compensation, les Britanniques obtiennent le « paiement », échelonné dans le temps de 75 lakhs de roupies, ce qui correspond à 7 500 000 roupies. Cette somme n'avait pu être payée par le Darbar de Lahore. Les Britanniques ont utilisé cet argument pour séparer le Cachemire du Panjab et y mettre à sa tête un allié, contre le pouvoir sikh et le pouvoir afghan. Selon certains, les Anglais n'étaient pas prêts à l'annexion du Panjab, mais l'avait en projet. La Compagnie des Indes se retrouvent devant le choix suivant : garder un système de protectorats ou étendre ses territoires. C'est dans ces conditions qu'on rédigea le traité d'Amritsar :

Le traité d'Amritsar

Article 1 : Le gouvernement britannique transfère et cède, pour toujours, en possession indépendante, au Maharaja Gulab Singh et à ses héritiers mâles, tout le pays montagneux avec ses dépendances, situé sur la rive est du fleuve Indus, et la rive ouest du fleuve Ravi, incluant Chamba et excluant Lahore, étant une partie du territoire cédé au gouvernement britannique par l'état de Lahore, selon les mesures prises par l'article 4 du traité de Lahore, daté du 9 mars 1846.

Article 2 : La frontière est de l'étendue transférée par l'article précédent au Maharaja Gulab Singh devrait être établi par les commissaires désignés par le gouvernement britannique et le Maharaja Gulab Singh, dans ce but, et devrait être défini dans un engagement séparé, après examen.

Article 3 : En considération du transfert fait à lui et à ses héritiers par les mesures prises dans les articles précédents, le Maharaja Gulab Singh payera au gouvernement britannique la somme de 70 lakhs (sept millions et demi) de roupies (Nanakshahi), 50 lakhs seront payés lors de la ratification du traité, et vingt cinq lakhs à compter du premier octobre de l'année en cours, soit 1846.

Article 4 : Les limites des territoires du Maharaja Gulab Singh ne doivent, à aucun moment, être modifiés sans l'accord du gouvernement britannique.

Article 5 : Le Maharaja Gulab Singh se référera à l'avis du gouvernement britannique pour toutes disputes ou questions pouvant survenir entre lui-même et le gouvernement de Lahore, à n'importe quel autre État voisin, et se soumettra à la décision du gouvernement britannique.

Article 6 : Le Maharaja Gulab Singh engage, pour lui-même et ses héritiers, à joindre, avec la totalité de sa force militaire, les troupes britanniques lorsqu'elles sont utilisées dans les collines ou dans les territoires attenants à ses possessions.

Article 7 : Le Maharaja Gulab Singh s'engage à ne jamais capturer ou retenir un sujet britannique ou un sujet de n'importe quel État européen ou américain, sans le consentement du gouvernement britannique.

Article 8 : Le Maharaja Gulab Singh s'engage à respecter, en regard du territoire qui lui a été transféré, les mesures prises aux articles 5, 6, 7 de l'engagement séparé entre le gouvernement britannique et le Darbar de Lahore, daté du 11 mars 1846.

Article 9 : Le gouvernement britannique donnera son aide au Maharaja Gulab Singh pour protéger ses territoires face aux ennemis extérieurs.

Article 10 : Le Maharaja Gulab Singh reconnaît la suprématie du gouvernement britannique et, en témoignage d'une telle suprématie, offrira annuellement au gouvernement britannique 1 cheval, 12 chèvres laineuse de race agréée (6 mâles et 6 femelles) et 3 paires de châles Cachemire.(8)

Ce traité est composé de 10 articles. Il fut fait ce jour en présence de Frederick Currie, Esq. et Brevet-Major Henry Montgomery Lawrence travaillant sous la direction de l'Honorable Sir Henry Hardinge, G.C.B. Gouverneur Général, du côté du gouvernement britannique, et du Maharaja Gulab Singh en personne; et le dit traité a été, ce jour, ratifié par le sceau de l'Honorable Henry Hardinge, G.C.B. Gouverneur Général. Il a été fait à Amritsar, le 16ème jour de mars de l'an de grâce 1846, correspondant au 17ème jour de Rabi-ul-Awwal, 1252 de l'Hégire(9). Signé par Gulab Singh (LS) H. Hardinge (LS) F. Currie H.M. Lawrence

(8) En 1893, il a été accepté une réduction du cadeau à « 12 parfaites chèvres laineuses ».

(9) Ces dates correspondent au calendrier musulman

Ce traité prouve la réalité du protectorat dans la création de l'État princier du Cachemire. Les décisions dictées par les Anglais dans cet accord ne peuvent être modifiées et, en ce qui concerne les rapports avec les autres états, le Raja Gulab Singh doit se référer à l'avis des Britanniques. De plus, les troupes cachemiris peuvent être utilisées, si besoin est, par le gouvernement britannique, aussi bien contre les Afghans que contre une révolte sikh. De leur côté, les Britanniques assurent leur protection. Cet élément sera rapidement mis en application, durant l'année 1846. Il en sortira un deuxième traité de Lahore. Pour sceller l'alliance entre Gulab Singh et la compagnie des Indes, des cadeaux sont prévus. Il s'agit, par an, d'un cheval, de chèvres et de châles du Cachemire. Il ne s'agit pas d'un élément uniquement diplomatique. Il s'agit d'un tribut féodal et colonial symbolisant l'appropriation par les Britanniques du commerce de la laine.

Les Afghans ne sont pas directement nommés dans ce texte, mais il est facile de voir dans les États voisins cités, le royaume de Mohammad Dost. Ceux-ci ne peuvent attaquer directement les Britanniques. Le Cachemire et le Darbar de Lahore sont des États tampons. Cette fonction, qui leur est allouée n'empêche pas les alliances sikhs-afghans contre les Anglais. Le changement se fera, rendant obsolète les accords anglo-sikhs contre les Afghans du début du siècle. Le traité de 1809 était en effet destiné à protéger les possessions britanniques des incursions persanes et afghanes.

IV. Le deuxième traité de Lahore

En 1846, le gouverneur du Cachemire est Sheikh Imam-ud-din. A l'arrivée de Gulab Singh au pouvoir, il se doit de lui donner ses territoires. Cela ne se fait pas. Donc durant l'été 1846 une révolte se met en route. Sheikh Imam-ud-din avait succédé à son père vers 1845 au poste de gouverneur. C'est un musulman nommé par la cour de Lahore, celle-ci ayant des difficultés à diriger cette province, à majorité musulmane. Cette nomination de Sheikh est typique de la politique du Darbar(10) de Lahore. Dans un premier temps, les troupes du Maharaja subissent une défaite.

(10) Ce terme désigne une assemblée gouvernementale

Gulab Singh, incapable de mater la rébellion avec sa propre armée fait appel aux Britanniques. Le Darbar de Lahore demande alors à l'agent britannique présent dans la région de rejeter les engagements du traité et de mettre en place au Cachemire un nouveau pouvoir. Si cela n'est pas fait une action contre Gulab Singh est annoncée.

Le gouvernement britannique continue à soutenir Gulab Singh et fait tout pour que Sheikh Imam-ud-din cesse ses activités. Dans ce but, l'agent britannique, Henry Lawrence, demande au Darbar de prêter au moins la moitié de ses troupes au Maharaja Gulab Singh et lui confisque celles qui agissent contre les Britanniques. Les officiers et les soldats sikhs du Cachemire se retrouve face à un ultimatum britannique : s'ils aident Gulab Singh et s'ils quittent le Sheikh pour repartir au Panjab, ils auront leur solde payé et seront laissés en vie. Mais Puram Chand, le Vakil(11) du Sheikh, annonce au lieutenant Herbert Edwardes que le Sheikh travaille secrètement pour Raja Lal Singh. Edwardes obtient la promesse du Sheikh qu'il quittera le Cachemire immédiatement et donnera des ordres écrits du Darbar de Lahore au gouvernement britannique.

Le 14 Octobre, Henry Lawrence est avec Gulab Singh, à la tête des troupes sikhs. Le Sheikh quitte le Cachemire le 23 Octobre. Il rejoint Henry Lawrence à Thana, le premier Novembre. Son retard est dû à une tempête de neige. Il donne les trois documents du Raja Lal Singh, comprenant les instructions à suivre par le Sheikh. Ceci fait, Henry Lawrence n'a plus de raisons de rester au Cachemire. Il retourne à Lahore le 30 Novembre. Après quelques jours de délibération, les membres du Darbar, en accord avec tous les Sardars(12) et chefs d'état, sollicitent l'aide du gouvernement britannique pour le maintien de l'administration et la protection du Maharaja Dalip Singh, durant sa minorité. Le premier traité de Lahore subit quelques modifications. Dalip Singh, âgé de 9 ans, est le fils de Ranjit Singh et de Rani Jindan. Sa majorité commencera le 4 Septembre 1854, c'est-à-dire le jour de ses 16 ans. Le secrétaire des affaires étrangères(13), M Currie, est chargé, par Lord Hardinge, d'enquêter sur l'affaire. Son compte-rendu met en accusation le raja Lal Singh.

(11)Ce terme désigne ici le représentant mais on l'utilise dans un langage plus familier pour un avocat

(12) Chefs militaires et tribaux sikhs.

(13) Traduction anglaise de Foreign secretary

Après la condamnation des actes de Lal Singh, celui-ci est déposé par le conseil de régence⁽¹⁴⁾ et exilé, en dehors des territoires en charge du gouvernement britannique. La déposition de Lal Singh est acceptée par les Britanniques comme règlement des intrigues tournant autour du premier traité de Lahore. Il n'est pas prouvé que d'autres membres du Darbar avaient été de connivence avec le Wazir. La conduite des Sardars et de l'armée sikh, pour stopper l'insurrection Cachemiris, prouve que la « criminalité » du Wazir n'est pas celle de la nation sikh. Hardinge offre aux chefs Sikhs deux alternatives: Les Britanniques quittent entièrement Lahore et laissent le gouvernement aux chefs. Ou un protectorat britannique est établi au Panjab jusqu'à ce que le Maharaja soit en âge de régner. Les 52 chefs votent unanimement pour un protectorat.

Il en résulte le traité de Bhyrowal, ou traité de Lahore, du 16 Décembre 1846. Celui-ci s'articule sur les points suivants :

- Un conseil de régence⁽¹⁵⁾ se mettra en place autour de 8 personnes : Tej Singh, Sher Singh, Runjoor Singh, le Diwan Dina Nath, Fakir Nur-ud-din, Utter Singh, Shumser Singh et Bae Nidham Singh.
- Le conseil fonctionne sous le contrôle et la gouverne du résident britannique⁽¹⁶⁾
- Le pouvoir du résident est étendu à tous les départements.
- 22 lakhs⁽¹⁷⁾ seront payés aux Britanniques durant ce protectorat.
- Une force militaire doit être placée là où le Gouverneur général le décide.

Le traité reproduit le récit des événements qui eurent lieu au Cachemire, à partir de l'été 1846. L'enquête publique permet d'établir comme véritable les demandes secrètes du Raja Lal Singh au Sheikh Imam-ud-din, afin de s'opposer à l'occupation, par le Maharaja Gulab Singh, de la province du Cachemire. Le « paiement », échelonné dans le temps, par Gulab Singh, du Cachemire, aux Britanniques, prend fin en Mars 1850.

(14) Traduction anglaise de Regency council

(15) Traduction anglaise de Council of Regency

(16) le résident britannique est évidemment le Lieutenant Colonel Henry Lawrence)

(17) 22 Laks représente 2 200 000 Roupies

Raheem Zafar

A titre d'exemple, le dernier reçu, pour la vente du Cachemire, daté du 30 mars 1850, à Lahore est le suivant : « *L'Honorable Compagnie des Indes ayant reçu de son Altesse le Maharaja Gulab Singh, la somme de 7 500 000 Rs(18), en paiement de la totalité garantie par l'article III du traité conclu entre l'Honorable compagnie et son Altesse, daté du 16 Mars 1846, à Amritsar. La reconnaissance de la réception de la somme totale est accordée par la commission d'administration des affaires du Panjab, à la demande du Diwan Jawala Sahai, en addition des sommes déjà données par les agents de son Altesse, aux officiers chargés de la réception, pour le versement partiel reçu par eux par épisode entre la date du traité et le 14 Mars 1850, le jour où la dernière partie fut payée au trésor de Lahore.* » (19)

V. Conclusion

Le Cachemire ne connaîtra plus de changement de dynastie jusqu'à l'indépendance de l'Inde de 1947. Cela ne se fera pas sans heurts. La population restera majoritairement musulmane, malgré le fait que la dynastie au pouvoir ne l'est pas. Gulab Singh est un Dogra, un groupe d'origine hindou que certains rapprochent d'un sikhisme hétérodoxe. Au Panjab, la situation va vite s'envenimer, pour aboutir à la révolte de Multan, en 1848, puis à l'adhésion de la région au futur empire des Indes. Cette année-là, les sikhs se révoltant contre les Britanniques, Dost Mohammad Khan, roi des Afghans sur le trône de Kaboul, reprend Peshawar et Derajat. Les Afghans préfèrent se lier aux Sikhs plutôt qu'aux Anglais. Une alliance directe se fait entre Mohammad Dost et Sher Singh. La création de l'État princier du Cachemire avec un chef non musulman apparaît donc comme un choix judicieux de la part des Britanniques. Le système utilisé au Cachemire, un protectorat. Au Panjab, la politique anglaise aboutit à un échec relatif, pourtant, il s'agit aussi d'une forme de protectorat. Les Britanniques ont soutenus l'expansion panjabie dans les territoires soumis aux Afghans et aux Persans. Sheikh Imam-ud-din, dans sa révolte, par le fait qu'il est sous les ordres de chefs sikhs, montre la volonté des Sikhs de reprendre le Cachemire aux Anglais.

(18). Cela correspond à soixante quinze lakhs

(19) Extrait tiré du « The Story of Kashmir, Yesterday and Today »

B – 50 ans de guerre au Cachemire

Depuis plus de 50 ans , le Cachemire a été l'enjeu de plusieurs guerres territoriales que se sont livrées le Pakistan, l'Inde et aussi la Chine.

1. L'historique du conflit :

Après avoir connu le règne des Moghols du 16e au 18e siècle, le Cachemire redevient techniquement un État souverain mais fortement soumis à l'influence de la Couronne britannique, qui étend son empire sur l'ensemble du sous-continent indien. En 1846, les autorités coloniales britanniques sèment la tempête au Cachemire en vendant littéralement le territoire et sa population, majoritairement musulmane, à un chef de guerre hindou, Gulab Singh, pour la somme de 7,5 millions de roupies. La vente du Cachemire est officialisée et prend le nom de "traité d'Amritsar". Dès lors, Gulab Singh se proclame "Maharaja du Jammu et Cachemire" et impose à la population locale, par un règne particulièrement brutal, la culture et les préceptes religieux de l'hindouisme. Le Maharaja Gulab Singh, complètement étranger à cette région et à la foi musulmane, fait incendier les mosquées et exécuter quiconque s'oppose à son règne ou aux préceptes de l'hindouisme.

En 1925, le Maharaja Hari Singh succède à Gulab Singh en poursuivant la politique de son prédécesseur à l'égard de ses sujets musulmans qui constituent 94 % de la population du Cachemire. À partir de 1931, les Cachemiris, excédés par la cruauté de leurs dirigeants commencent à démontrer ouvertement leur colère par des manifestations que le Maharaja réprime avec l'assentiment des Britanniques. Cette répression conduit la population à se soulever contre le Maharaja Hari Singh et divers mouvements de résistance voient le jour.

Le 25 Octobre 1947, le combat s'engage entre les troupes du Maharaja et les insurgés, massivement soutenus par la population. Les troupes royales sont rapidement débordées et le Maharaja, qui ne peut plus compter sur les Britanniques, occupés à liquider l'empire des Indes, doit fuir le Cachemire. Privé de ses alliés britanniques, il sollicite le soutien militaire de l'Inde pour réintégrer son trône.

2. Dissolution de l'empire britannique des Indes.

Toujours en 1947, la Grande-Bretagne renonce définitivement à ses colonies du sous-continent indien et démantèle l'empire colonial des Indes. Un grand mouvement de frontières et de luttes territoriales s'amorce alors entre l'Inde, qui hérite de la plus grande partie du territoire et des ressources, et les petits territoires indépendants qui défendent leur souveraineté. Au départ des Britanniques, l'Inde, le Sri Lanka et la Birmanie accèdent à l'indépendance alors que le Pakistan occidental et oriental(20) demeurent des « Dominions » liés à la Couronne britannique. Ce grand brassage territorial engendre de nombreux massacres, des famines et des épidémies qui feront plus de 500 000 victimes d'un bout à l'autre du sous-continent indien. Entre cinq et sept millions de musulmans fuient l'Inde vers le Pakistan alors que près d'une dizaine de millions d'hindous fuient les territoires nouvellement indépendants en direction de l'Inde.

3. L'Inde envahit le Cachemire

Après la demande du Maharaja Hari Singh, le premier ministre indien, Jawaharlâl Nehru, décide de l'appuyer tout en garantissant au Cachemiris, en novembre 1947, le droit à l'autodétermination par la promesse d'un plébiscite national sur l'avenir du territoire. Mais les Cachemiris ne sont pas dupes et pressentent la manœuvre. Peu de temps après, l'armée indienne envahit le Cachemire et occupe Srinagar. Une guerre acharnée s'engage aussitôt entre l'armée de libération du Cachemire, soutenue par des miliciens pakistanais, et les forces indiennes en présence, chargées en principe de rétablir le pouvoir du Maharaja Hari Singh. L'armée indienne bénéficie d'une supériorité numérique et technique tandis que les Cachemiris ont l'appui de la population et une connaissance naturelle de ces régions montagneuses. L'armée de libération réussit tant bien que mal à reconquérir environ un tiers du territoire à partir de l'Azad Kashmir.

(20) Il s'agit du futur Bangladesh

Le gouvernement indien réalise alors qu'il ne viendra pas facilement à bout de cette guérilla soutenue par le Pakistan. L'Inde transporte alors le conflit sur un autre terrain et loge une plainte au Conseil de sécurité des Nations unies contre le Pakistan qu'elle accuse d'engager ses propres troupes au Cachemire pour soutenir la guérilla. Le Pakistan réplique que l'Inde tente d'aveugler les Cachemiris avec des promesses d'autonomie alors qu'elle tente en vérité d'annexer le Cachemire et de rétablir le règne du Maharaja Hari Singh. Le Conseil de sécurité des Nations unies refuse de faire porter le blâme à l'un ou l'autre et tranche la question en 1948, en proposant un cessez-le-feu général au Cachemire, le retrait des troupes étrangères du territoire et la tenu d'un référendum sur l'indépendance du Cachemire sous la supervision de l'ONU. Consciente d'un échec certain si un référendum sur l'indépendance était tenu au Cachemire, l'Inde s'évertue dans les mois suivants à faire échouer cette résolution sous divers prétextes.

4. La Chine prend sa part du Cachemire

En 1962, le gouvernement chinois, dirigé par Mao Zédong, conteste la souveraineté indienne au Cachemire sur une zone de 90 000 kilomètres carrés. Au matin du 20 octobre, les troupes de l'armée populaire de libération chinoise lancent une offensive et avancent de 18 kilomètres à l'intérieur du Cachemire. L'Inde réplique aussitôt pour chasser les Chinois. Des centaines de soldats indiens et chinois trouveront la mort dans ces combats. Le 18 novembre 1962, la Chine se retire, mais garde le contrôle de l'Aksai-Chin(21).

5. Deuxième guerre indo-pakistanaise

En 1965, un conflit frontalier éclate entre l'armée indienne et pakistanaise dans le Rann de Kutch, à l'extrême Ouest du sous-continent indien. À la fin de l'été, les combats s'étendent au Cachemire où plusieurs volontaires et mercenaires pakistanaïses de l'armée de libération du Cachemire engagent le combat avec les forces indiennes en présence.

(21) C'est une zone de 47 735 kilomètres carrés située à l'extrême est du Cachemire

En guise de prestation, les États-Unis suspendent leur aide financière au Pakistan considéré comme responsable de cette nouvelle escalade. Les Nations unies interviennent de nouveau pour rétablir le cessez-le-feu. Cette guerre de quelques mois fera 5000 morts du côté indien contre 4000 dans les rangs pakistanais. Peu après, l'Inde et le Pakistan s'engagent mutuellement, sous les bons offices de l'URSS(22), à renoncer à toute action militaire l'un contre l'autre et à retirer leurs troupes des zones de conflit.

6. Création du Bangladesh

En 1971, l'armée indienne et pakistanaise s'affrontent à nouveau mais cette fois l'enjeu n'est pas le Cachemire mais plutôt le Pakistan oriental où un fort mouvement autonomiste(23), soutenu par les Indiens, réclame l'indépendance de cette partie du Pakistan(24).

Le gouvernement pakistanais lance alors une violente répression contre les indépendantistes qui trouveront la mort par milliers. Mais les indépendantistes résistent et proclament la République populaire du Bangladesh. L'armée indienne, alliées à l'armée de libération du Bangladesh, attaque les forces pakistanaises en présence qui capituleront peu de temps après sous les attaques répétées de l'ennemi. Le Pakistan oriental est désormais une chose du passé.

Peu après, l'Inde, les pays du Bloc de l'Est et la Grande-Bretagne reconnaissent le nouvel État du Bangladesh. Isolé et vaincu, le Pakistan se retire du Commonwealth en signe de protestation.

(22) Accord conclu entre le Pakistan et l'Inde en URSS afin de ne plus régler les litiges par la voie militaire : « Déclaration de Tachkent »

(23) Il s'agissait d'un mouvement appelé « la ligue Awami », Etymologiquement le terme awam désigne le peuple.

(24) A l'époque, le Pakistan était composé de deux régions distinctes et relativement éloignées l'une de l'autre. Le Pakistan oriental correspond ici à l'actuel Bangladesh et le Pakistan occidental au Pakistan actuel

7. L'accord de Simla

Pendant la période qui suivit la création du Bangladesh, la paix progresse quelque peu au Cachemire. En 1972, l'Inde et le Pakistan s'entendent, en vertu de l'accord de Simla, sur l'établissement d'une ligne de cessez-le-feu au Cachemire et sur la fin des affrontements dans cette région. Ce traité doit en principe amener les deux nations à mettre un terme définitif aux opérations militaires au Cachemire et à favoriser la voie diplomatique et les négociations pour régler les conflits potentiels.

L'Inde et le Pakistan sont des puissances nucléaires. En effet, le 16 mai 1974, l'Inde saisit le monde entier de stupeur en procédant à une série de six essais nucléaires souterrains sur le site de Thar. Cette démonstration de force de l'Inde cause une commotion profonde chez les nations voisines et concurrentes. En particulier au Pakistan où les perspectives d'un bombardement nucléaire dans la région sont carrément effrayantes vu la haine farouche que se vouent mutuellement les deux États.

C'est ainsi que le Pakistan se lance alors dans une course à la bombe nucléaire et développe son propre programme nucléaire en secret. Dès le milieu des années 80, le Pakistan est soupçonné de posséder des armes nucléaires et même des missiles pouvant les transporter. En 1988, les deux pays signent un traité de non-agression de leurs sites nucléaires respectifs. Ce qui n'a rien de vraiment rassurant en soi pour les populations du sous-continent.

En 1996, l'Inde refuse de souscrire au traité international d'interdiction des essais nucléaires(24). Le 11 mai 1998, l'Inde justifie ce refus en procédant à une série de cinq essais nucléaires souterrains. Les relations déjà tendues avec le Pakistan s'enflamment littéralement. Deux semaines plus tard, le Pakistan réplique en procédant à son tour à une série d'essais nucléaires souterrains dans le désert du Baloutchistan.

(24) CTBT : C'est les abréviations du Traité d'Interdiction Totale des Essais Nucléaire

8. Une décennie de violence au Cachemire

Pendant les années 90, le Cachemire sera secoué de l'intérieur par une vague d'émeutes, d'attentats terroristes et de répression des mouvements islamistes et indépendantistes. À plusieurs reprises, l'armée indienne ouvre le feu sur des manifestants. À chaque fois, les groupes indépendantistes répliquent par des assassinats et des attentats dirigés contre les hindous du Cachemire. Les insurrections musulmanes contre l'armée indienne ne se comptent plus. Pendant ce temps, aux frontières du Cachemire, des affrontements sporadiques et des échanges d'artillerie entre l'Inde et le Pakistan se multiplient. De 1990 à 1998, ces violences ont engendré des pertes humaines évaluées par les Nations unies entre 20 000 et 50 000 morts.

9. La guerre des sommets

Au printemps 1999, alors qu'un certain rapprochement s'amorce entre l'Inde et le Pakistan, une petite armée composée de miliciens pakistanais et d'indépendantistes cachemiris s'infiltrer au Cachemire indien. Ils occupent plusieurs positions stratégiques dans les hautes montagnes qui traversent la région. Des combats s'enclenchent automatiquement dans les montagnes où les miliciens ont une connaissance accrue du terrain et une bonne résistance à l'altitude. L'aviation indienne entreprend des bombardements intensifs des positions rebelles. Mais rapidement, l'Inde constate que chaque kilomètre de terrain devra être repris par les forces terrestres appuyées par l'artillerie. Pendant des semaines, l'aviation et l'artillerie indiennes maintiennent les bombardements intensifs sur la région alors que les troupes terrestres indiennes peinent à reconquérir les positions que la guérilla occupe sur plusieurs sommets stratégiques de la région.

Parallèlement aux combats, de timides efforts de paix s'amorcent entre l'Inde et le Pakistan. Le président des États-Unis, Bill Clinton, intervient, avec des résultats mitigés, pour relancer le dialogue entre les deux nations qui se tournent le dos. Lentement, les troupes indiennes redeviennent maîtres des sommets que la guérilla abandonne successivement sous la pression des troupes indiennes. Le 10 juillet 1999, les deux pays s'entendent sur un retrait mutuel des hauteurs du Cachemire. Dans les jours qui suivent, les combats se poursuivent sporadiquement alors que la guérilla islamique évacue ses positions à la demande du Pakistan, qui a subi les pressions de Washington.

10. Détournement d'un vol d'Air India

Le 24 décembre 1999, alors que le monde entier s'apprête à célébrer le dernier Noël du XXe siècle, cinq musulmans indiens détournent un Airbus 300 de la compagnie Air India, avec 189 personnes à son bord. L'avion effectuait la liaison entre Katmandou, au Népal, et New Delhi, en Inde. Quatre passagers sont tués. Après des escales en Inde, au Pakistan et aux Émirats Arabes Unis, les pirates posent l'avion à Kandahar, en Afghanistan. Les cinq pirates de l'air réclament la libération d'un religieux pakistanais et de plusieurs combattants du Cachemire détenus dans des prisons indiennes en plus d'une rançon de 200 millions de dollars américains.

En Afghanistan, les talibans, qui contrôlent le pays, refusent l'asile politique aux pirates de l'air. En Inde, les familles des passagers prennent d'assaut les institutions gouvernementales pour réclamer un règlement pacifique de la crise. Pendant ce temps au Cachemire, des séparatistes musulmans attaquent le quartier général d'une brigade antiterroriste indienne à Srinagar. À Kandahar, en Afghanistan, de longues négociations s'amorcent entre des médiateurs indiens et les terroristes alors que les talibans s'impatientent et menacent d'obliger l'avion à quitter leur territoire par la force s'il le faut. Après six jours de négociations ardues, l'Inde accepte de libérer trois militants musulmans du Cachemire et d'accorder l'immunité aux pirates de l'air en échange de la libération des otages.

Le 1er janvier, après huit jours d'angoisses, les otages sont libérés sans effusion de sang. Dans les jours qui suivent, l'Inde affirme détenir des renseignements selon lesquels le Pakistan aurait participé au détournement du vol d'Air India en plus d'avoir accueilli les cinq pirates de l'air en fuite. En conséquence, le gouvernement indien demande à la communauté internationale de déclarer le Pakistan «État terroriste». Au Cachemire, la tension est exacerbée par un attentat à la bombe dans un marché de Srinagar où 17 personnes perdent la vie et une vingtaine d'autres sont blessées.

11. Bill Clinton dans la zone « la plus dangereuse au monde »

À la fin de février, New Delhi dépose un budget promilitaire : les crédits alloués en matière de défense augmentent de 28 %. Alors que les affrontements meurtriers se multiplient près de la ligne de contrôle, l'Inde accuse son voisin de provoquer un regain de tension dans le but de convaincre les États-Unis d'intervenir comme médiateur, solution qu'elle écarte d'emblée. En

mars 2000, à l'approche de l'arrivée du président américain, qui qualifie la région de «la plus dangereuse au monde», les combats s'intensifient.

Au début de sa visite de cinq jours en Inde(25), quelque 35 hommes sikhs sont tués par des séparatistes musulmans présumés. C'est le premier massacre important perpétré contre cette communauté, qui a respecté une ligne de neutralité au cours des années. Bill Clinton, qui voyage avec sa fille Chelsea, enjoint les deux frères ennemis à mettre un terme à la violence et à renouer le dialogue, au point mort depuis un an. Il se rendra également au Pakistan, même si l'Inde tente de l'en dissuader, mais seulement pour quelques heures.

Ni l'Inde ni le Pakistan n'acceptent d'adhérer au traité d'interdiction totale des essais nucléaires ou encore de souscrire à la non-prolifération nucléaire. Si le voyage de Bill Clinton n'a pas les résultats escomptés quant au dossier nucléaire ou à la situation au Cachemire. Il semble toutefois rapprocher les États-Unis de la plus grande démocratie du monde, puisqu'ils renforcent leurs relations économiques, et les éloigner du Pakistan, son allié d'antan à l'époque de la guerre froide. Le coup d'État perpétré en octobre par le général Musharraf n'a rien fait pour réchauffer l'attitude de Washington envers le Pakistan. En attendant la paix...

À la fin du mois de mars, l'Inde rejette une offre formelle de pourparlers faite par le régime militaire d'Islamabad, la première déposée depuis l'accession au pouvoir du général Musharraf. En avril, les forces de sécurité indiennes tuent sept villageois cachemiris qui participaient à une marche de protestation : ils réclamaient qu'on exhume les corps d'autres villageois, tués par les forces de l'ordre indiennes. Sur la ligne de cessez-le-feu, où des échanges de tirs et des duels d'artillerie résonnent régulièrement, la situation demeure très tendue. Cela a de quoi déplaire à la communauté internationale, qui s'inquiète des répercussions possibles des combats que se livrent ces deux puissances nucléaires.

Depuis le début de cette guerre larvée, il y a 50 ans, aucun des belligérants engagés au Cachemire n'a réalisé de gains territoriaux substantiels. Quant à la population du Cachemire, elle demeure coincée, avec son rêve d'indépendance, entre la doctrine religieuse forte du Pakistan et la répression des autorités indiennes, acceptant de plus en plus difficilement d'être depuis plus d'un demi-siècle le butin de guerre de deux nations étrangères.

(25) – Cette visite est la première d'un chef d'État américain en 22 ans

PARTIE II - . . . DU POINT DE VUE PAKISTANAIS »

Après avoir analysé l'histoire et la géopolitique du Cachemire, il nous appartient de comprendre la politique du Pakistan sur le problème du Cachemire et connaître sa position à l'égard de ce débat nationaliste du Cachemire.

I – LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DU PAKISTAN A PROPOS DU CACHEMIRE

A – La politique étrangère et de sécurité du Pakistan :

1 . La situation actuelle du Pakistan du point de vue de sa politique extérieure

Cette politique extérieure paraît étroitement marquée par les conditions même de la création et cet Etat, il y a cinquante ans :

- *La partition* décidée définitivement juste avant la fin de l'ère coloniale, et violente, suivie de trois conflits armés avec l'Inde,
- *Le fondement religieux* de son existence, puisque le principe de partition était l'appartenance religieuse, même s'il est inabouti : la communauté musulmane du sous-continent est répartie en 3 entités d'importance comparable, au Pakistan, en Inde, et au Bangladesh,
- *la cohésion relative de ses composantes*, avec des différences sensibles de développement entre les régions littorales, centrale, et montagneuse, et comptant des groupes ethniques de traditions diverses,
- *L'hypothèque de la question du Cachemire*, dont l'aspect central a perduré tout au long des cinquante ans de l'existence du Pakistan.

Les lignes directrices de la politique extérieure et de sécurité du Pakistan découlent directement de ces prémices :

- La résistance à la pression indienne, souvent présentée comme une "menace" par les responsables militaires, autant que par certains civils :
- Sur le **Cachemire**, le Pakistan maintient une position de principe ferme, voire inébranlable, fondée sur le droit à l'autodétermination de l'ensemble du peuple cachemiris, conformément aux résolutions répétées de l'ONU ;
- Sur la *question nucléaire*, le Pakistan s'est cru obligé, dès l'origine, de parer à la menace que faisait peser sur lui, la politique d'armement nucléaire de l'Inde, en décidant de répliquer par des mesures homothétiques, dans le but d'aboutir à un *équilibre de la menace* ;
- Sur le *plan militaire*, le Pakistan a suivi une onéreuse politique d'armement "défensif" conventionnel, tant dans le domaine terrestre, que dans la recherche d'une mobilité suffisante dans le domaine maritime, en s'équipant notamment de sous-marins et de bâtiments de surface modernes, évoluant dans la Mer d'Oman ;
- Sur la *protection de la frontière commune avec l'Inde* (2200km), maintenue étanche par crainte des infiltrations hostiles, par des unités de garde-frontières para-militaires.

2. La situation géopolitique, et les options prises par le Pakistan l'ont conduit à une impasse sur plusieurs fronts

L'impression d'isolement du Pakistan est admise implicitement, ou même explicitement, par la grande majorité des interlocuteurs rencontrés. Cet isolement, résultant de la mise en œuvre des principes essentiels de la politique extérieure, compromet la crédibilité de la plupart des tentatives du Pakistan à sortir des impasses dans lesquelles il se trouve.

L'affirmation intransigeante du droit à *l'autodétermination du peuple cachemiri* par le Pakistan est certes le corollaire du refus inébranlable de l'Inde d'envisager la remise en cause de l'annexion de fait du Jammu et Cachemire.

Les tentatives de dialogue n'ont pourtant pas manqué, depuis les rencontres des "héritiers", Rajiv Gandhi et Benazir Bhutto, à la fin des années 80, jusqu'au dégel prometteur des rencontres entre les premiers ministres Gujral et Sharif. Mais le dialogue institutionnel engagé en 1997 a buté sur la question du Cachemire, bien que le Pakistan ait renoncé à faire un préalable de son règlement.

L'arrivée au pouvoir du BJP à Delhi, même avec un Premier ministre réputé modéré comme M. Vajpayee, est enregistrée avec appréhension à Islamabad, et la reprise du dialogue apparaît aujourd'hui incertaine, bien qu'elle soit à l'ordre du jour du prochain sommet de la SAARC(37), à Colombo.

Le maintien du complexe obsidional, causé par la persistance du contentieux frontalier au Cachemire, entraîne le Pakistan à poursuivre sa politique nucléaire.

Les propositions d'accords régionaux, et de médiations formulées par le Pakistan peinent, dès lors, à se concrétiser. Les conséquences économiques du statu quo sont préoccupantes, au plan énergétique, notamment :

- Le Pakistan proteste de sa bonne volonté, en énumérant ses propositions de compromis et ses demandes de médiations.

Sur le Cachemire, l'option pakistanaise d'internationalisation du conflit a été efficacement mise en échec par l'Inde. Le Pakistan ne peut que constater le désintérêt de l'ONU pour l'application des résolutions qu'elle a adoptées naguère. Malgré les tensions internes dans le Cachemire indien, la communauté internationale semble se satisfaire du statu-quo de "paix armée" actuel, et le temps ne joue sans doute pas en faveur du Pakistan. L'idée d'une médiation, parfois avancée à Islamabad reste une éventualité lointaine, faute notamment de candidat acceptable par les deux parties.

(37) C'est l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale ou South Asia Association for Regional Cooperation (SAARC). Organisme international regroupant les sept États de l'Asie du Sud : Inde, Pakistan, Bangladesh, Népal, Sri Lanka, Bhoutan et Maldives.

- *Sur l'Afghanistan*, le gouvernement qui a succédé en 1997 à Benazir Bhutto, n'a pas été en mesure, au plan interne, de remettre en cause l'engagement unilatéral envers les Talibans. Ainsi, la réprobation internationale, relative aux violations des droits de l'homme, commises par les Talibans à l'égard des femmes afghanes dont l'UE a été l'origine, a également des retombées sur le Pakistan.
- *Sur la question nucléaire, avec l'Inde* : Dans le contexte conflictuel marqué par la crise du Cachemire, Islamabad se targue d'avoir multiplié les propositions visant à la désescalade nucléaire, depuis la proposition d'une *zone démilitarisée en Asie du sud*, dès 1972, suivie de la proposition d'interdiction des *essais nucléaires* de cette zone, en 1987, ainsi que celle d'un *pacte de non-agression bilatérale*.

L'absence de la Chine de ces perspectives de dénucléarisation régionale constitue leur principale faiblesse. Sans pouvoir en faire porter la responsabilité au Pakistan, qui en est la première victime, la cause de cette impasse se trouve dans la volonté farouche de l'Inde de rechercher avant tout l'équilibre nucléaire vis à vis de la RPC.

Le maintien de l'hypothèque nucléaire au Pakistan a également une conséquence économique majeure : son refus d'accepter les disciplines de la non-prolifération nucléaire lui interdit l'accès au nucléaire civil, accentuant ainsi sa dépendance énergétique.

B – Le Pakistan face à l'Inde : Une stratégie du faible au fort

Le Pakistan est partagé en deux, la riche plaine de l'Indus à l'Est et la zone montagneuse à l'Ouest.

Le pays constitue un espace musulman sunnite entre l'Inde hindoue, la Russie communiste ou chrétienne et l'Iran chiite.

Sur une superficie de 796 000 km², le Pakistan compte 147 millions d'habitants. Son indice synthétique de fécondité est l'un des plus élevés de la zone : 5,6 enfants par femme, derrière l'Afghanistan (6,1) et loin devant l'Inde (3,4). Actuellement, le Pakistan se trouve au 6^{ème} rang mondial pour la population. En 2025, il sera à la 5^{ème} place avec 224 millions d'habitants

devant le Brésil. Pour le nombre de naissances annuelles, le Pakistan se situe au 3ème rang (5, 7 millions) loin derrière les poids lourds : Inde (27, 3 millions) et la Chine (20 millions). La majorité de la population reste illettrée et le milieu culturel ne s'est modifié que légèrement depuis deux décennies., Le Pakistan reste féodal et agricole. Pour le développement humain, le Pakistan se trouve à la 138ème place derrière l'Inde 132ème sur un total de 174 pays.

1. La visite du Président Clinton : 21 - 25 mars 2000 -

Le Président américain a passé 4 jours en Inde et 6 heures au Pakistan. Pour les Américains, la guerre froide est bien finie et avec elle l'alliance privilégiée avec le Pakistan, qui depuis les années 50, avait toujours été un fidèle soutien des Etats Unis.

La leçon donnée par Clinton, à la Nation pakistanaise est sans ambiguïté : revenez à la démocratie, abandonnez vos armes nucléaires, cessez la lutte au Cachemire et à ces conditions les Etats Unis resteront à vos côtés. La lente dégradation des relations pakistano-américaines n'a fait qu'augmenter l'amertume des Pakistanais. On constate dans ce pays le montée en puissance des extrémistes islamistes, la culture de la drogue et des armes : héritage de la guerre d'Afghanistan largement subventionnée alors par les Etats Unis.

L'ancien Premier ministre élu Nawaz Sharif, déplacé par un coup d'Etat en octobre 1999, vient d'être condamné à la prison à vie : Le Pakistan dirigé par le Général Moucharraf nage dans les difficultés.

A Delhi comme à Islamabad, le Président Clinton a insisté sur quatre critères permettant de réduire la tension : retenue, respect de la ligne de contrôle séparant les deux Cachemires indiens et pakistanaïes, renonciation à la violence et reprise du dialogue bilatéral.

Le risque serait de voir un Pakistan, isolé par l'Occident, se tourner plus franchement vers la Chine qui suit de très près le rapprochement entre l'Inde et les Etats Unis.

2. La stratégie habile du Pakistan -

La radicalisation islamique est avant tout un instrument majeur de la stratégie du Pakistan. Le pays se définit comme un Etat idéologique, beaucoup plus que comme un Etat Nation.

Le Pakistan à trois objectifs :

- 1) maintenir une tension au Cachemire pour affaiblir l'Inde,
- 2) installer en Afghanistan un régime ami qui pour Islamabad ne peut être que fondamentaliste et pachtoune, afin de s'assurer une profondeur stratégique face à l'Inde,
- 3) créer un corridor vers l'Asie centrale dont le Pakistan deviendrait le débouché.

Les réseaux fondamentalistes sont les acteurs de cette politique. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que les nouvelles autorités pakistanaises mettent un terme à la radicalisation islamique qui fait du Pakistan le principal sanctuaire du fondamentalisme dans le monde. On craint à Washington que le Pakistan ne devienne un Etat « voyou ».

3. Un avenir incertain

Le Pakistan sait esquiver les pressions occidentales. Lorsque la pression est trop forte, il lâche du lest et recule comme à Kargil. La guerre de Kargil, en mai-juin 1999, a été vécue comme une humiliation par l'opinion indienne. Ce sentiment se nourrit d'une perte totale de confiance de la part de l'Inde qui estime avoir été bernée par le dialogue avec le Pakistan. Frustrés, d'une victoire volée par Bill Clinton, les officiers indiens ne se satisfont pas d'une augmentation du budget de la défense de 28 %. Certains préconisent une véritable réponse militaire à l'inéluctable provocation pakistanaise. En détruisant l'outil militaire pakistanaise, l'Inde gagnerait plusieurs années de répit et sortirait d'un borbier cachemirien...

4. Conclusion

Il naît actuellement un certain frémissement dans la relation indo-pakistanaise qu'il faut mettre au crédit de la visite du Président américain. Infliger une défaite à l'armée pakistanaise aurait de graves conséquences. Le Pakistan risquerait de se trouver morcelé en quatre Etats : Punjab, Balouchistan, Sindh et Province du Nord. L'éclatement du Pakistan signifierait la fin de « la théorie des deux Nations » sur laquelle s'est basée la partition de 1947.

L'Inde risquerait d'être prise, à ses propres pulsions, et perdrait toute légitimité sur le Cachemire qui pourrait, au même titre que les quatre nouveaux Etats créés, revendiquer son indépendance. En poussant le scénario plus loin, le démembrement du Pakistan pourrait réveiller d'autres forces.

La survie du Pakistan est dans l'intérêt de l'Inde. La dissuasion pakistanaise du faible au fort fonctionne toujours mais jamais le faible n'aura été aussi en difficulté, tandis que l'Inde apparaît, chaque jour, un peu plus forte et attrayante pour l'occident.

II – L’ANTAGONISME DU PAKISTAN AVEC L’INDE, LE CACHEMIRE.

Le cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan sera-t-il marqué par l'atténuation du conflit qui empoisonne leurs relations depuis 1947 ? Pour la première fois depuis 1989, des pourparlers à un haut niveau ont repris cette année, entre les deux pays, en mars 1999 à New Dehli, et en juin 1999, à Islamabad. Parallèlement, le premier ministre indien, M. Inder Kumar Gujral(38), a rencontré le chef du gouvernement pakistanais, M. Nawaz Sharif, en mai, aux Maldives.

Le premier ministre indien a fait de la poursuite et de la réussite de ces discussions une priorité. Sa modération semble inspirer confiance à Islamabad. Mais est-ce suffisant pour débloquer le dossier du Cachemire dont le caractère symbolique et passionnel est tel que les deux pays disposent, sur le plan interne, d'une marge de manœuvre très limitée ?

A – Les arguments de l’Inde et du Pakistan pour le maintien du conflit du cachemire

Le Cachemire renvoie aux fondements de l'identité des deux Etats : religieuse pour le Pakistan, « laïque » pour l'Inde. Islamabad revendique ce territoire en raison de sa population à majorité musulmane. La première guerre indo-pakistanaise, qui a découlé de ces événements, s'est achevée, en 1949, par la division du territoire en un Cachemire pakistanais (Azad-Cachemire et Territoires du Nord), intégré sans trop de difficultés au Pakistan, et un Cachemire indien (Jammu-et-Cachemire), dont l'insertion dans l'Union indienne se révèle plus problématique. Deux autres guerres, en 1965 et en 1971, ne sont pas parvenues à modifier la frontière existant de facto entre les deux Cachemires.

L'Inde, qui se satisfait de la division, souhaite résoudre cette question dans un cadre bilatéral. Elle réussit à en faire inscrire le principe dans l'accord de Simla (1972), signé Après la défaite pakistanaise consécutive à la guerre du Bangladesh.

(38) Originaire de la ville de Jhelum, devenue pakistanaise après la partition en 1947, M. Inder Kumar Gujral possède une conscience aiguë des solidarités régionales et linguistiques transfrontalières. Il continue de détenir le portefeuille des affaires étrangères dans le gouvernement qu'il dirige.

Mais le Pakistan, de son côté, rechigne à renoncer à l'idée que la religion constitue, pour lui, un facteur national puissant et réclame le droit à l'autodétermination des Cachemiris en rappelant les engagements internationaux pris par l'Inde en 1949 (retrait des troupes et référendum). Fort du sentiment anti-indien qui prévaut dans la vallée du Cachemire, il accepte mal le cadre bilatéral des négociations et, craignant de s'enfermer dans un face-à-face inégal avec New Delhi, cherche à internationaliser le conflit.

Le dossier a revêtu une acuité particulière à la fin des années 80 en raison du renforcement des aspirations séparatistes. Le Cachemire a été gouverné par la Conférence nationale qui est un parti régional modéré. Jusqu'à sa mort, en 1982, le dirigeant charismatique de cette partie, le cheikh Abdullah, qui l'avait créée en 1931, a su donner une expression forte à l'identité cachemirienne, contenant ainsi les forces sécessionnistes.

Après la disparition de cheikh Abdullah, des gouvernements de coalition soutenus ou inspirés par le Parti du Congrès, corrompus et considérés comme « à demi- indiens », sont arrivés au pouvoir à la suite des élections truquées de 1983 et 1987. La Conférence nationale s'est prêtée au jeu congressiste. Le discrédit qui a frappé ces combinaisons a favorisé a contrario les mouvements séparatistes.

A partir de 1989, une véritable insurrection s'est développée à l'initiative de multiples groupes armés. Soit elles étaient rattachés, en général, au Front de libération du Jammu-et-Cachemire (JKLF), en principe laïc et favorable à l'indépendance. Soit ces groupes armés étaient solidaires au groupe Hezb-ul-Mujahiddin qui est d'une inspiration religieuse et prônant l'intégration au Pakistan.

Islamabad soutient ce dernier tant sur les plans militaire ou logistique que diplomatique. L'Inde a choisi de réprimer par la force ces activités terroristes. Cette situation de quasi-guerre a contraint la population hindoue de la vallée (39) à fuir, tandis que les affrontements entre les séparatistes et l'armée, déployée massivement (40) auraient fait, selon les autorités de New Delhi, 12 000 morts(41).

La tension entre l'Inde et le Pakistan débouche régulièrement sur des incidents frontaliers et s'exprime à travers de virulentes campagnes de propagande. Dans les deux pays, l'opinion publique est chauffée à blanc. Islamabad mobilise des soutiens internationaux, notamment

islamiques, en faveur de ses positions et tente de faire condamner New Delhi pour ses atteintes aux droits de l'homme. En Inde, des militants hindous fanatiques proches du Bharatiya Janata Party(42) ont détruit la mosquée de Babur à Ayodhya (Uttar Pradesh), en décembre 1992. La vague d'attentats à la bombe et d'émeutes, qui a suivi cet acte au cours de l'année 1993, attestent de l'exacerbation des antagonismes communautaires.

Pourtant ces violences n'ont pas dégénéré en guerre ouverte. Plusieurs facteurs contribuent à en limiter le risque. Sur le plan militaire, les deux armées font face à une pénurie de crédits liée à la priorité donnée par chacun des deux pays aux réformes économiques. De part et d'autre, elles sont, en outre, en partie immobilisées par des tâches de maintien de l'ordre interne. Ajoutons que le facteur nucléaire - les deux pays possèdent la capacité nucléaire, même si l'on ignore l'état exact de leurs arsenaux respectifs - exerce un effet dissuasif. Vers l'autonomie peut être ?

Par ailleurs, l'Inde et le Pakistan s'efforcent de développer leurs liens dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (Saarc) et New Delhi vient d'accorder à Islamabad quelques avantages tarifaires. Enfin, les Etats-Unis n'ont aucun intérêt au déclenchement d'un conflit armé entre le Pakistan, qui demeure leur allié dans le jeu mouvant qui se déroule en Afghanistan et en Asie centrale, et l'Inde, devenue désormais un partenaire commercial et économique de taille.

Pour autant, le caractère improbable d'une guerre ouvre-t-elle une perspective de règlement politique ? En l'absence de solution militaire, seule la réussite de l'insurrection et la pression internationale pourraient transformer le statu quo.

Islamabad ne pourra pas céder tant que s'exprimera au Cachemire un réel sentiment pro-pakistanaï ou indépendantiste.

(39) Cette population est de quelque 150 000 personnes

(40) L'armée : 350 000 hommes

(41) 50 000 morts selon les rebelles

(42) BJP, Parti du peuple indien. Ce parti nationaliste hindou est un parti « limite du racisme »

B – Les événements récents du conflit cachemirien :

Les infiltrations se produisent tous les ans, à la fonte des neiges, donnant lieu à des échanges de tirs d'artillerie entre les armées pakistanaises et indiennes. La plus récente date de juillet 1999, événement qui a déclenché l'internationalisation de ce conflit. Pourtant New Delhi considère que le Cachemire est partie intégrante de l'Inde et repousse avec énergie toute internationalisation ou médiation extérieure.

Pour Islamabad, le Cachemire est depuis 1947 un territoire " disputé " ; son statut reste à définir par un plébiscite, le Pakistan tente donc d'internationaliser le conflit en attirant l'attention sur le sort des populations, et en soutenant des mouvements armés.

La question est emblématique des problèmes de la partition : créé pour regrouper les musulmans du sous-continent, le Pakistan revendique le territoire tandis que l'Inde ne peut le céder sous peine d'altérer le principe de laïcité qui cimente l'unité du pays. Si le Cachemire se trouve être une région musulmane à 80 % c'est une raison de plus pour l'Inde(43) de démontrer que son pays se veut pluri-culturel et pluri-religieux.

1. L'enjeu de l'action pakistanaise :

Le Pakistan a infiltré, depuis le début du mois de mai 1999(44), des éléments fortement armés et composés majoritairement de troupes régulières dans le secteur de Kargil-Drass, du côté indien de la ligne de contrôle.

Ces éléments se sont retranchés en haute montagne, à 5000 mètres d'altitude, tout en gardant la maîtrise de leurs axes logistiques vers le Pakistan. Les affrontements, dans un terrain inhospitalier ont entraîné pendant deux mois des pertes élevées des deux côtés (plusieurs centaines de morts).

En entreprenant une telle action, le Pakistan a voulu :

(43) L'Inde se proclame comme la « plus » grande démocratie du monde du fait de ces facteurs

- démontrer la précarité des positions indiennes au Siachen ; l'opération a pour effet de couper l'axe Srinagar-Leh,
- remettre en cause le processus de Lahore, de rapprochement avec l'Inde,
- attirer de nouveau l'attention des grandes puissances sur la question du Cachemire.

Le Pakistan souhaite tirer profit d'un contexte favorable lié à :

- l'affaiblissement du gouvernement en place à New Delhi, renversé à la fin du mois d'avril et dans une période de transition avant les élections de l'automne,
- la dissuasion nucléaire après les essais de mai 1998 dans les deux pays.

2. Les soubassements du conflit en Inde et au Pakistan

a) Situation vue de l'Inde

Pour de nombreux hindous, les musulmans constituent la cinquième colonne de l'Internationale Islamique allant du Maroc à l'Indonésie. Ce sentiment a été aiguisé, au cours des années 1980, lorsque les nationalistes hindous virent un signe de la vague islamiste consécutive à la révolution iranienne.

Les nationalistes hindous perçoivent un défi international dans l'attitude de leurs voisins chinois et pakistanais. Bien des Indiens se sont mis à éprouver un sentiment de vulnérabilité vis-à-vis de la Chine, mais aussi un profond ressentiment envers l'Occident qui, tournant le dos à ses principes, fait passer ses intérêts commerciaux avant les droits de l'homme (Tiananmen à Pékin en 1989).

(44) Voir « Le Monde Diplomatique » Novembre 1999. L'article de Ignacio Ramonet, « La menace Pakistan »

L'Inde se veut la plus grande démocratie du monde. Elle n'a jamais compris le rapprochement entre Pékin et Washington. Pour elle, le Tibet chinois se trouve hérissé de missiles pointés vers l'Inde. Les essais nucléaires de mai 1998 ont donc eu pour objectif d'affirmer la puissance indienne à l'échelle mondiale. En gravissant cet échelon de la puissance, l'Inde s'est donné confiance en elle-même, car elle souffre d'un complexe d'encerclement.

b) Situation vue du Pakistan(45)

Ce pays connaît une crise multiforme. Sa situation économique et financière reste préoccupante, il est pratiquement en défaut de paiement, même si la levée des sanctions américaines et japonaises a permis une reprise des discussions avec le FMI. Le Pakistan connaît aussi une crise de régime. Son Premier ministre ne semble pas en mesure d'imposer les changements nécessaires à une sortie de la crise.

Les idées islamistes gagnent en influence dans la société et dans l'armée. Le mécontentement de la population va croissant et la corruption se généralise. L'ordre public se trouve menacé par une recrudescence des luttes interprofessionnelles et l'influence des milieux mafieux. La situation est aggravée par les conséquences du conflit afghan ; le Pakistan soutient les Talibans.

Le Premier ministre pakistanais a perdu le soutien de trois des quatre provinces composant la fédération. Les rapports entre l'armée et lui se sont fortement dégradés...

En ce qui concerne les infiltrations de juillet 1999, le Pakistan a accepté de se retirer du Cachemire indien, après une réunion entre le Président Clinton et le Premier ministre pakistanais. Mais la pression américaine sera-t-elle suffisante pour obtenir un cessez-le-feu durable? Le Premier ministre du Pakistan n'a qu'un faible contrôle sur les combattants. Même si l'accord annoncé le 11 juillet est respecté, ce conflit du Cachemire n'en sera pas réglé pour autant.

(45) 147 millions d'habitants en 1999

L'avenir dépendra de l'évolution politique et diplomatique dans les deux pays, Inde et Pakistan.

C – Conflit Cachemire ? ou la timide diplomatie pakistanaise et indienne

Cinquante années ont passé depuis la décolonisation, et donc l'indépendance, de l'Inde et du Pakistan, cinquante années de tribulations, de succès euphoriques, de déceptions amères, et de guerre. Les hostilités entre les deux voisins tournent autour d'une question, l'avenir du Cachemire. Lorsqu'on leur parle du Cachemire, la plupart des gens pensent à cet État pittoresque situé tout au nord de l'Inde, dans la chaîne de l'Himalaya.

Cependant, les problèmes ont commencé au moment même de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan. La Loi sur l'indépendance de l'Inde de 1947 donnait au Cachemire le choix entre un rattachement à l'Inde ou au Pakistan. Les combats ont commencé en 1948, peu après que la famille régnante du Cachemire eut opté pour un rattachement à l'Inde.

1. L'ONU dans le conflit du Cachemire

Le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan (UNMOGIP) a été formé en 1949 et chargé de faire rapport sur l'évolution de la situation dans la région au Secrétaire général des Nations Unies, et ce Groupe existe toujours aujourd'hui. Il se compose de 45 observateurs militaires basés à Rawalpindi (Pakistan) et à Srinagar (Inde) qui doivent observer l'activité sur la ligne de cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan et à proximité de cette ligne.

Quand le conflit s'est ravivé en 1965 à cause du même problème, le Conseil de sécurité a demandé que soit mise sur pied la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (MONUIP), qui serait basée à Lahore (Pakistan) et à Amritsar (Inde). En mars 1966, à la fin de son mandat de supervision du cessez-le-feu le long de la frontière et du retrait des troupes qui y étaient massées, la MONUIP a été démantelée. Les deux pays se sont affrontés une troisième fois pour le contrôle de la région en 1972. Après le conflit, et en vertu des dispositions de l'Accord de Simla, une ligne de démarcation a été tracée afin de diviser le Cachemire en deux. L'Inde contrôle les deux tiers de la région et le Pakistan un tiers.

2. La complexité actuelle du conflit du Cachemire

Le Cachemire est très instable depuis dix ans, c'est-à-dire depuis que des terroristes ont commencé à résister au gouvernement indien de manière particulièrement violente. Ces moudjahidin, autrement dit ces combattants islamiques, comme ils se présentent eux-mêmes, sont soutenus par le Pakistan qui, cependant, déclare officiellement ne pas leur fournir d'appui militaire, même s'il croit en leur cause. Des troupes indiennes ont été dépêchées sur place pour évaluer la situation et, depuis neuf ans, elles y maintiennent une forte présence. Dernièrement, en mai 1999, après avoir découvert que des guérilleros fortifiaient des positions dans les secteurs de Kargil et de Batalik, les troupes indiennes ont organisé une énorme offensive pour les en chasser. Les pertes ont été lourdes de part et d'autre jusqu'à ce que les soldats indiens réussissent à repousser les guérilleros derrière la ligne de démarcation.

L'Inde a toujours maintenu que le Pakistan participe à la préparation des " combattants de la liberté du Cachemire " et les arme, accusation que le Pakistan rejette catégoriquement. L'Inde affirme avoir de preuves que bon nombre des agents d'infiltration interceptés appartenaient à l'infanterie légère du Nord de l'Armée pakistanaise, mais le Pakistan répond que les rebelles du Cachemire sont indépendants de l'appareil militaire pakistanais.

Au milieu du mois de juin dernier, il est devenu de plus en plus évident aux yeux de la communauté internationale que les militants dans la région disputée sont extrêmement bien organisés et qu'ils possèdent des armes et un matériel de pointe. Des officiels américains et allemands ont expliqué qu'il est hautement improbable que des combattants aussi bien formés et équipés soient simplement un groupe de moudjahidin ou de villageois pathans désillusionnés du côté indien de la ligne de démarcation.

3. Quel un issue ?

L'avenir du Cachemire reste au cœur du problème aujourd'hui. Dans l'idéal, ses habitants devraient pouvoir se prononcer dans le cadre d'un plébiscite, mais cela n'est pas possible aujourd'hui. Beaucoup des familles cachemiriennes originales de 1947 ont quitté le pays ou ont été tuées. Bien que très minoritaires au sein de la population, les Cachemiriens de confession hindou ont été littéralement chassés par les moudjahidin de part et d'autre de la ligne de démarcation.

Même si les Nations Unies devaient intervenir dans la situation et organiser un vote, bien des villageois de la région ne voteraient pas. L'instabilité de la région a fait taire beaucoup de voix et celles qui se font entendre sont celles des moudjahidin et d'autres mouvements anti-indiens qui ne représentent pas toute la population locale.

Malheureusement, la communauté internationale ne peut que surveiller l'évolution de cette situation, car l'Inde refuse la médiation d'une tierce partie. New Delhi affirme que le différend sera réglé bilatéralement et uniquement bilatéralement!

Le Pakistan a demandé l'aide d'autres pays et des Nations Unies, mais l'Inde décline fermement toute proposition d'intervention extérieure dans le conflit. Depuis cinquante ans, l'UNMOGIP ne peut donc élargir son rôle dans la région.

Les deux parties ne parviennent pas à mener des négociations sérieuses et, tant que cet aspect de l'Accord de Simla ne sera réalisé, l'UNMOGIP et la communauté internationale ne pourront que s'en tenir à une place d'observateur!

Introduction

PARTIE I : « LA GEOPOLITIQUE DU CACHEMIRE... »

I – L’histoire du Cachemire

A – La cession du Cachemire à Gulab Singh, par les britanniques ou l’historique du conflit :

I. Introduction

II. Gulab Singh

III. Les traités de Mars 1846

1. Le traité de Lahore

2. Le traité d’Amritsar

IV : Le deuxième traité de Lahore

V Conclusion

B – 50 ans de guerre au Cachemire

1. L’historique du conflit

2. Dissolution de l’empire britannique des Indes

3. L’Inde envahit le Cachemire

4. La Chine prend part du Cachemire

5. Deuxième guerre indo-pakistanaise

6. Création du Bangladesh

7. L’accord de Simla

8. Une décennie de violence au Cachemire

9. La guerre des sommets

10. Détournement d’un vol Air India

11. Bill Clinton dans la zone « la plus dangereuse au monde »

II – LA géopolitique du Cachemire

A – Trois représentations du Cachemire : Inde , Chine, et Pakistan

B – Identité musulmane, identité cachemirienne

C – Un avenir en suspens

D – La géopolitique des territoires de Ladakh, Jammu-et-Cachemire, Azad-Cachemire, et l’Aksai Chin.

1. Ladakh

2. Le Jammu-et-Cachemire

3. Azad Cachemire

4. Aksai Chin

PARTIE II : . . . DU POINTS DE VUE PAKISTANAISE »

I – La politique étrangère et de sécurité du Pakistan a propos du Cachemire

A - La politique étrangère et de sécurité du Pakistan

1. La situation actuelle du Pakistan du point de vue de sa politique extérieure

2. La situation géopolitique, et les options prises par le Pakistan l’ont conduit à une impasse sur plusieurs fronts

B – Le Pakistan face à l'Inde : Une stratégie du faible au fort

1. La visite du Président Clinton : 21-25 mars 2000
2. La stratégie habile du Pakistan
3. Un avenir incertain
4. Conclusion

II – L'antagonisme du Pakistan avec l'Inde, Le Cachemire

A- Les arguments de l'Inde et du Pakistan pour le maintien du conflit du Cachemire

B – Les événements récents du conflit cachemirien

1. L'enjeu de l'action pakistanaise
2. Les soubassements du conflit en Inde et au Pakistan

C – Conflit cachemire ? ou la timide diplomatie pakistanaise et indienne

1. L'ONU dans le conflit du Cachemire
2. La complexité actuelle du conflit du Cachemire
3. Quel un issue ?

Conclusion

Rahneem Zafar

Conclusion

Le problème du Cachemire vint réellement avec la fin du règne des Britanniques sur le sub-continent indien.

Une section de la direction musulmane cherchait et obtenait une division du sub - continent sur le thème de la religion. Ce plan grandiose est souvent référé comme la Théorie de DEUX NATION. Cette théorie signifie que l'Inde est réellement faite en de deux pays - un Islamique : Pakistan et un Hindou : l'Inde.

C'est ainsi que le Pakistan naissait, le 14 août 1947, un jour avant l'Inde nouvelle, dans les soubresauts d'une vivisection qui jeta sur les routes du Pendjab puis du Bengale - deux anciennes provinces désormais tranchées par la frontière - 14 millions de réfugiés hindous et sikhs rejoignant l'Inde, et musulmans fuyant au Pakistan. Massacres et rétorsions accompagnèrent, en Inde du Nord et au Pendjab, cet énorme mouvement humain.

Contre l'idée d'une Inde pluri religieuse mais laïque, les tenants du Pakistan imposèrent ainsi l'idée que l'Inde britannique consistait en fait en deux nations. Muhammad Ali Jinnah, brillant avocat, leader du Pakistan et créateur de la « Muslim League », appelé Quaid-e-Azam : « Père fondateur du Pakistan » ; Il affirmait, parlant des musulmans que :

« Nous sommes une nation avec notre propre culture, notre propre civilisation, notre langue et

notre littérature, notre an et notre architecture (...) nos lois et notre code éthique, nos coutumes et notre calendrier... »

Assurément, les consultations conduites dans les terres à majorité musulmane pour décider du rattachement de telle ou telle entité à l'Inde ou au Pakistan traduisirent cette volonté de vivre ensemble qui définit, avec un territoire, la NATION. Mais l'héritage sud-asiatique est trop complexe pour que tout soit dit d'un mot.

Si les tenants du nationalisme hindou militant font de l'hindouisme l'essence de l'identité indienne, mais Nehru, à la pensée laïque, accorde à l'islam une place indélébile dans l'histoire de l'Inde. L'ourdou, langue officielle du Pakistan depuis 1952, naquit en Inde du Nord, et n'est la langue maternelle d'aucune ethnie autochtone. Il demeure d'ailleurs l'une des langues constitutionnelles de l'Inde. Et si presque tous les hindous ont quitté le Pakistan. L'Inde abritait en 1991 plus de 100 millions de musulmans, soit à peu près autant que le Pakistan lui-même c'est dire qu'en 1947 bien des musulmans indiens n'avaient pas souscrit à la théorie des DEUX NATIONS.

Officiellement, l'Assemblée Nationale Indienne (INC) et ses dirigeants (Gandhi, Nehru, Patel, et Azad) rejetaient donc la Théorie de Deux Nations. Malgré une culture, une langue... communes, la Colonie Britannique d'Inde était partagée en deux - les territoires de l'Inde et le Pakistan.

L'acte Indien d'indépendance envisageait que les souverains de tous les actuels états princiers Indiens choisissent le territoire.

L'ancien royaume de Jammu et Cachemire avec ses trois superficies distinctes de Musulman, Hindou, et majorités Bouddhistes occupaient une position unique et complexe.

Actuellement, le problème reste le même et continue de perdurer dans une voie sans issue. C'est ce que nous avons pu constater dans notre deuxième partie. L'Inde et le Pakistan restent figés dans leurs positions et points de vue au regard d'une opinion publique électorale.

Mais comme notre analyse doit porter seulement sur le point de vue pakistanais du conflit Cachemirien, alors il m'appartient donc de vous donner la solution de cette position.

Le Pakistan résume ainsi le Cachemire.

La situation géographique du Cachemire, selon le Pakistan, est la suivante. Le cachemire se trouve au cœur de l'Asie et possède des liens d'amitiés, historiques et symboliques avec l'Asie Centrale (Donc musulmans) et avec une partie de l'Asie du sud (Evidemment le Pakistan).

La superficie du Cachemire, pour le Pakistan, est de 137 000 KM², donc abstraction totale de Jammu-et-Cachemire.

La population estimée par le Pakistan est de 12 millions, dont 1.5 millions sont réfugiés au Pakistan.

Selon la version pakistanaise de l'histoire du Cachemire, il a été historiquement indépendant et « sera indépendant ». Pendant certaines périodes de son histoire, le Cachemire a été contrôlé ou annexé par l'empire Mauriya (3^e siècle av . JC), puis par l'empire Moghol du 16^e et 18^e siècle et enfin par les britanniques du mi-19^e au mi-20^e siècle. Mais tous ces empires comprenaient également l'Inde, le Pakistan mais d'autres pays aussi. Rappelons que sous le règne britannique, le Cachemire jouissait d'une autonomie locale.

La situation actuelle est sa dispute depuis 1947 entre l'Inde, qui possède 63% de la superficie, et qui veut l'annexer, et le Pakistan qui veut son « indépendance ».

La prétention indienne est la cause de la dispute. Elle affirme que le Cachemire est une partie intégrale de l'Inde. Cette revendication est rejetée par le peuple cachemiri, et défiée par le Pakistan. Elle n'a jamais été acceptée par les Nations Unies, ni validée légalement.

Et enfin, la solution est la démilitarisation du cachemire par le retrait de toutes les forces étrangères ; suivi immédiatement d'un plébiscite sous le contrôle impartial afin de déterminer la position future du Cachemire.

Il existe deux possibilités éventuelles à ce conflit.

- Soit accepter les demandes du peuple pour déterminer son avenir et avancer vers la solution

- Soit continuer le statu-quo avec la répression violente et le spectacle de carnage dans la partie occupée par l'Inde, et avec le conflit chronique et le danger de guerre au sous-continent de l'Asie du Sud avec comme facteur nucléaire dorénavant.

C'était la version du conflit du Cachemire du point de vue pakistanais.

Il n'est pas inutile de lire la solution proposée par les Indiens.

Pour eux, il y a seulement une solution:

Le Pakistan devrait terminer le soutien au terrorisme dans Jammu et Cachemire et débarrassé le territoire Indien dans "Azad Cachemire" et "Northern Areas" illégalement occupé par lui.

Alors il y aura une restauration des traditions séculaires et démocratiques d'Inde, suivie par des élections justes et libres dans le cadre de la Constitution Indienne, dans le tout de Jammu et Cachemire.

Les gens de Jammu et Cachemire alors auraient leur gouvernement représentatif propre et plus être victimes du Pakistan terrorisme inspiré. Le Pakistan est indifférent pour la démocratie et le laïcisme.

On peut conclure que chacun voit une issue qui aurait un avantage pour lui, mais que pensent les cachimiri ? Quel seront leur avenir ?

Pour ma part, seul l'assainissement du gouvernement indien (très corrompu) peut avoir un effet positif sur l'évolution des droits des habitants du Cachemire. La solution envisageable passerait tout d'abord par un statu-quo.

Une intégration au Pakistan entraînerait encore plus de division dans l'état indien.

L'intégration à l'Inde n'est plus possible car comment les Cachemiris pourraient-ils supporter d'obéir aux lois indiennes, les mêmes qui autorisaient les soldats à massacrer la population.

L'indépendance serait la solution la plus acceptable malgré le risque de dissolution pour l'Inde. Mais d'autres solutions sont envisageables et seul un référendum précédé d'un large débat montrerait la meilleure.

La condition préalable à une solution est la paix au Cachemire par le départ des troupes indiennes.

Le problème est complexe, il faut intégrer une somme de problèmes importants: Celui de la partie de la population pro-pakistanaise, les armes vendues aux pays du tiers monde, la peur du communisme chinois, la vie des musulmans à travers l'Inde, les relations entre l'Inde et ses petits voisins, la crédibilité de l'ONU, la peur d'une guerre extérieure, la politique extérieure américaine et même les populations immigrées en Grande Bretagne.

Pour trouver une solution il faudrait en fait une réelle détermination de la part de l'ONU, une condamnation du comportement de l'Inde au Cachemire et celle de l'aide procurée par le Pakistan et enfin l'organisation d'un référendum organisé sous la tutelle de l'ONU.